

Directeur de publication : Anthony Requin

n° 320 • Janvier 2017

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR>

<b>Actualité de l'Agence France Trésor</b> page 1	<b>Actualité économique</b> page 2	<b>Données générales sur la dette</b> page 3	<b>Marché secondaire</b> page 5	<b>Dette négociable de l'État</b> page 6	<b>Économie française et comparaisons internationales</b> page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de  
l'Agence France  
Trésor

## L'AFT émet par syndication la première OAT verte

La France est devenue le premier État au monde à émettre un emprunt vert pour une taille de référence. Le mardi 24 janvier, l'AFT a réalisé l'émission inaugurale d'un titre d'une maturité de 22 ans, l'OAT verte 1,75 % 25 Juin 2039 pour un montant de 7 milliards d'euros, soit l'obligation verte de référence la plus importante en taille et la plus longue en maturité jamais émise.

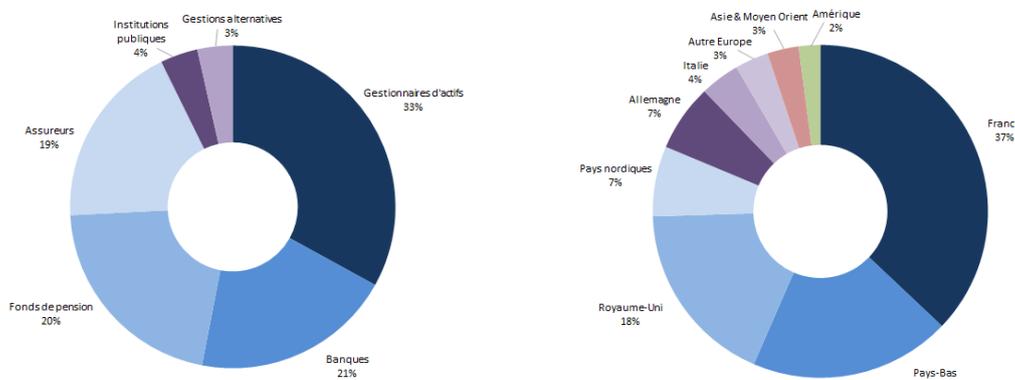
La syndication a été réalisée dans des conditions de sécurité élevées, la demande totale atteignant un record de plus de 23 Mds d'euros, ce qui a permis à l'AFT de resserrer significativement pendant la construction du livre d'ordres les conditions de prix, et de clôturer rapidement la transaction. L'allocation (voir ci-dessous) reflète une demande importante et très diversifiée des investisseurs finaux, comprenant investisseurs spécialisés ISR et investisseurs traditionnels en OAT. Au total, près de 200 investisseurs finaux ont apporté leur soutien à l'émission verte en souscrivant à l'opération, de nombreux investisseurs ayant souhaité par ailleurs signaler leur participation dans le cadre du communiqué de presse publié par l'AFT suite à l'opération.

Les caractéristiques de l'OAT verte sont similaires à celles des autres OAT émises par l'AFT. Cette émission s'est inscrite de manière naturelle dans la courbe des taux, s'intercalant entre l'OAT 25 octobre 2038 et l'OAT 25 avril 2041. Son rendement à l'émission est ainsi ressorti à 1,741 %, soit un niveau en ligne avec celui d'une OAT standard qui aurait été émise sur la même maturité au même moment. L'opération permet à la France de bénéficier d'un financement des dépenses vertes éligibles adossées à cette OAT verte à un coût faible sur une période longue, sans surcoût spécifique en comparaison de ses conditions de financement générales.

L'AFT assurera la liquidité de cette OAT verte par des abondements postérieurs à l'émission inaugurale, comme pour les OAT traditionnelles. L'encours existant de cette OAT verte augmentera donc au gré des abondements successifs. Les nouvelles obligations qui seront alors émises seront également adossées à des dépenses vertes éligibles, identifiées en amont de cette émission.

L'État s'est engagé à effectuer un travail de reporting régulier dans le cadre de cette émission obligataire : un rapport d'information relatif aux dépenses vertes éligibles ainsi qu'à leurs indicateurs de performance sera publié sur une base annuelle et l'évaluation ex post de l'impact environnemental des dépenses en faveur de la transition écologique et énergétique sera assurée par un Conseil d'évaluation composé d'experts indépendants de réputation internationale.

### Une allocation diversifiée en termes de catégorie et de zone géographique pour l'OAT verte 1,75 % 25 Juin 2039 :



Les investisseurs suivants ont souhaité signaler leur participation à l'opération :

Achmea Investment Management, ACTIAM, AG2R La Mondiale, Alecta, Amundi, APG Asset Management, Apicil, Aviva Investors France, AXA France, Barclays Treasury, BlackRock, BMO Global Asset Management, BNP Paribas, BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, BNP PARIBAS CARDIF, Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Île de France, COVEA FINANCE, Crédit Agricole SA, DekaBank, Edmond de Rothschild Asset Management (France), ERAFP, GENERALI FRANCE, Groupama, Groupe BPCE, HSBC Assurances Vie (France), IRCANTEC, JP Morgan Asset Management, Kempen Capital Management N.V., Meeschaert Asset Management, MIF : MUTUELLE D'IVRY (la Fraternelle), MIROVA, MN on behalf of PME, Nippon Life Insurance Company, NN Investment Partners, Nordea Asset Management, PGGM, PRO BTP, SCOR SE, Standard Life Investments, Stichting Pensioenfondsen DSM Nederland, Sumitomo Mitsui Trust Bank Limited, WWF FRANCE.

## Le secteur financier face à la transition vers une économie bas-carbone résiliente au changement climatique

Par Gildas Lamé, Adjoint au Chef du Pôle d'Analyse Économique du Secteur Financier, Direction Générale du Trésor

La croissance économique et les profonds changements intervenus depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle sont allés de pair avec une augmentation sans précédent des émissions de gaz à effet de serre (GES), entraînant ainsi un accroissement de leur concentration dans l'atmosphère, une hausse des températures et des changements plus larges dans le climat au niveau mondial et local. Ayant collectivement pris conscience que la poursuite du réchauffement climatique pourrait conduire à des dommages irréversibles pour la planète, la communauté internationale a confirmé à la COP21 l'objectif fixé en 2010 : contenir l'élévation de la température moyenne nettement en dessous de 2°C et poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C<sup>1</sup>.

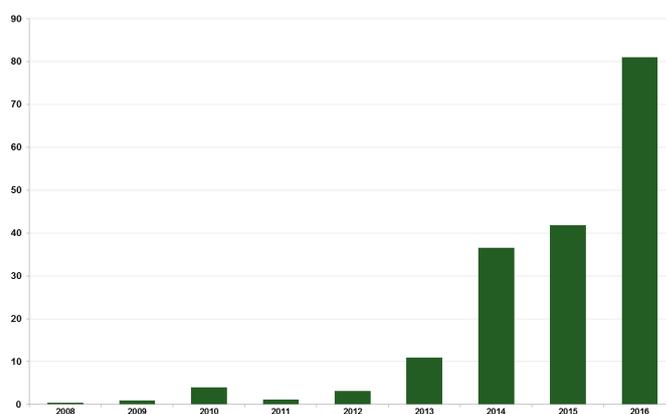
Mettre en œuvre une transition vers une économie bas-carbone et résiliente face au climat pour atteindre cet objectif n'est pas sans conséquences. La réorientation des investissements nécessaire pour atteindre les objectifs en termes d'atténuation et d'adaptation ne pourra se faire sans la mise en place de politiques climatiques ambitieuses et efficaces visant à mettre un prix à l'externalité carbone (marchés de droits, taxe carbone, normes). Dans cette transition, le secteur financier joue un rôle particulier car la réorientation des investissements s'appuie sur une réallocation de capital. Si le secteur développe une bonne compréhension des enjeux climatiques, il sera alors en mesure d'amplifier les signaux issus des politiques climatiques. Ce défi a été reconnu par l'Accord de Paris dans lequel les parties se sont accordées pour rendre « les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques »<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, la mise en place d'un cadre et de conditions appropriés pour financer les investissements « verts » est essentielle. Le développement du marché des obligations vertes (cf. figure 1) en est une illustration clé en rendant les flux financiers dirigés vers des investissements « verts » plus visibles et contribuant ainsi à la réallocation des capitaux.

A plus grande échelle, une allocation du capital cohérente avec une économie bas-carbone requiert une gestion

adéquate des risques liés au changement climatique (comme ceux découlant des conséquences physiques du changement climatique – les risques physiques – et/ou ceux découlant des changements technologiques, juridiques, de politiques et de marché qui accompagnent les efforts d'atténuation et d'adaptation – les risques de transition) ainsi que des opportunités liées à la transition. Dans un premier temps, les informations sur les conséquences financières du changement climatique, la compréhension des risques et plus largement, une appropriation opérationnelle des enjeux climatiques par le secteur financier devraient être encouragées par les autorités publiques.

Figure 1 - Émissions mondiales d'obligations vertes en milliards USD



Source : Climate Bond Initiative

Des initiatives ont suivi cette logique au niveau international (FSB, G20) et domestique (UE, Chine etc.). La France a été au premier plan via l'introduction ces dernières années d'un ensemble de mesures cohérentes promouvant une meilleure intégration du développement durable dans toute l'économie, y compris le secteur financier. Une étape marquante de ces efforts a été l'adoption le 17 août 2015 de la Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte qui définit une stratégie de long terme, notamment une trajectoire pour la composante carbone des taxes énergétiques, et encourage une appropriation du sujet par le secteur financier, notamment à travers son article 173.

<sup>1</sup> Article 2, 1(a) de l'Accord de Paris, Décembre 2015.

<sup>2</sup> Article 2, 1(c) de l'Accord de Paris, Décembre 2015.

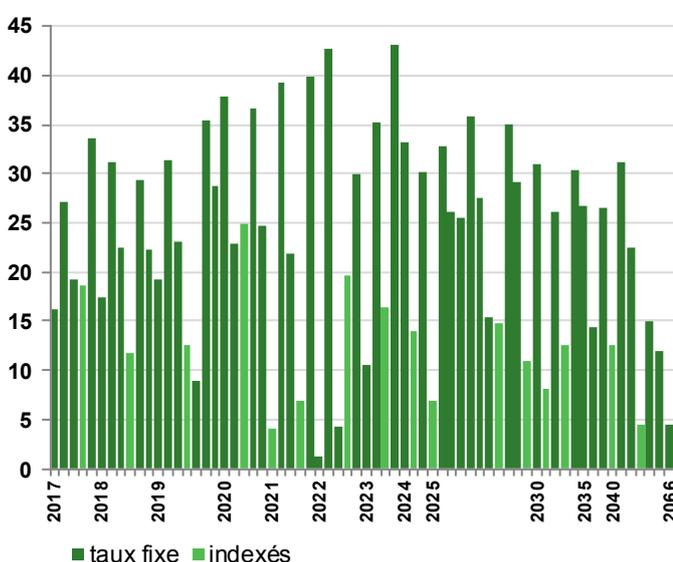
### Calendrier indicatif d'adjudication

		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Février 2017	date d'adjudication	6	13	20	27	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	1/3	20	6	20
Mars 2017	date d'adjudication	6	13	20	27	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	20	6	20

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 décembre 2016

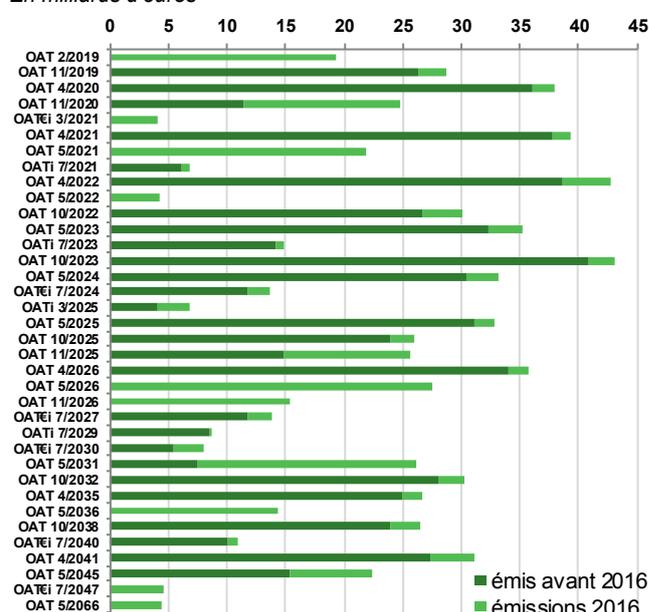
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 décembre 2016

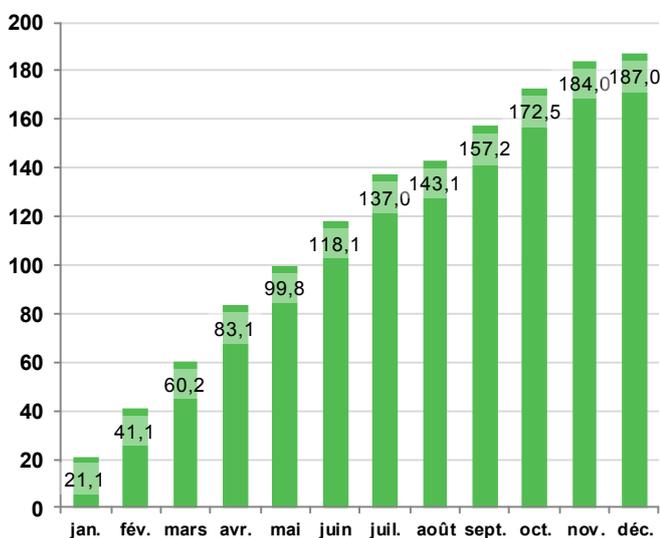
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Émissions nettes des rachats au 31 décembre 2016

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 décembre 2016

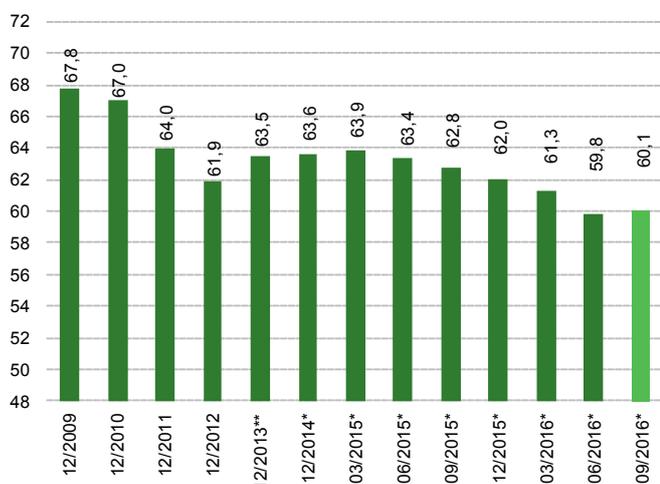
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
janv-17		
févr-17	0,3	16,2
mars-17	0,0	
avr-17	15,3	27,1
mai-17	4,3	
juin-17		
juil-17	3,1	38,2
août-17		
sept-17		
oct-17	14,8	33,7
nov-17	1,3	
déc-17		

Source : Agence France Trésor

### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 3<sup>ème</sup> trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



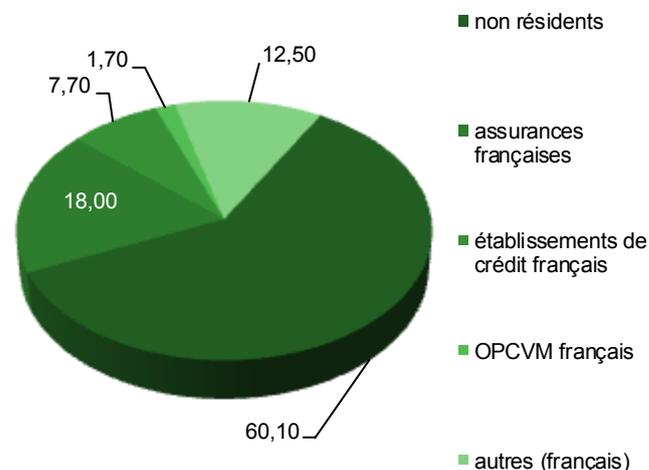
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

### Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 3<sup>ème</sup> trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

### Dette négociable de l'État au 31 décembre 2016

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 486 671 756 729
Encours démembré	61 424 122 100
Durée de vie moyenne	8 ans et 68 jours
Total Dette à Court Terme	133 925 000 000
Durée de vie moyenne	105 jours
<b>ENCOURS TOTAL</b>	<b>1 620 596 756 729</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>7 ans et 195 jours</b>

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 décembre 2016

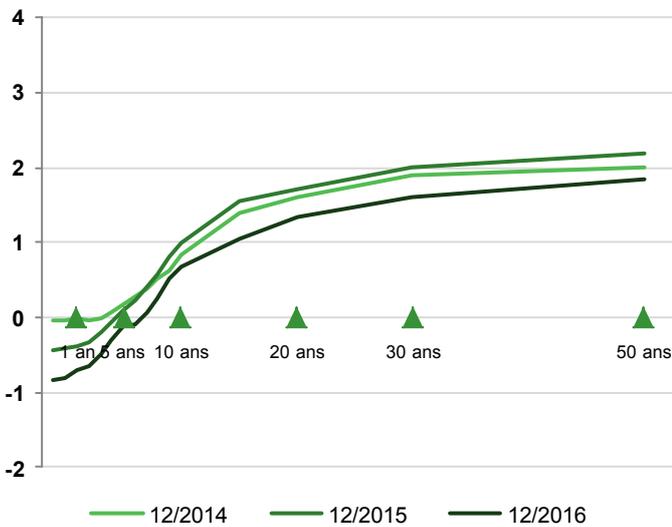
En milliards d'euros

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin nov. 2016	Fin déc. 2016
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 457</b>	<b>1 528</b>	<b>1 576</b>	<b>1 627</b>	<b>1 621</b>
<i>dont titres indexés</i>	174	189	190	199	200
Moyen et Long Terme	1 283	1 352	1 424	1 483	1 487
Court Terme	174	175	153	143	134
<b>Encours de swaps</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
avant swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	5 jours	363 jours	47 jours	196 jours	195 jours
après swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	2 jours	362 jours	47 jours	196 jours	195 jours

Source : Agence France Trésor

### Courbe des taux sur titres d'État français

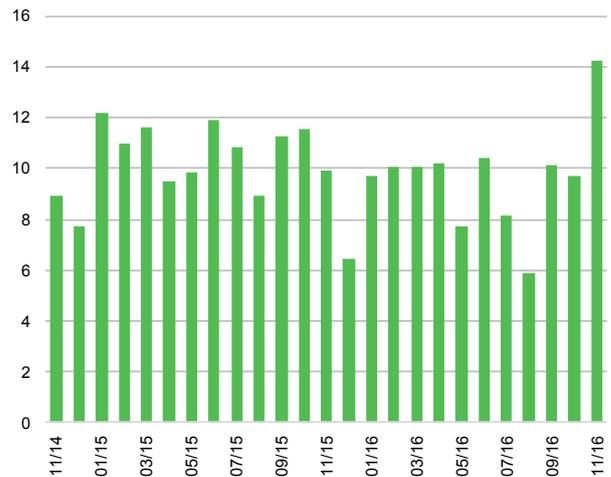
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

### Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

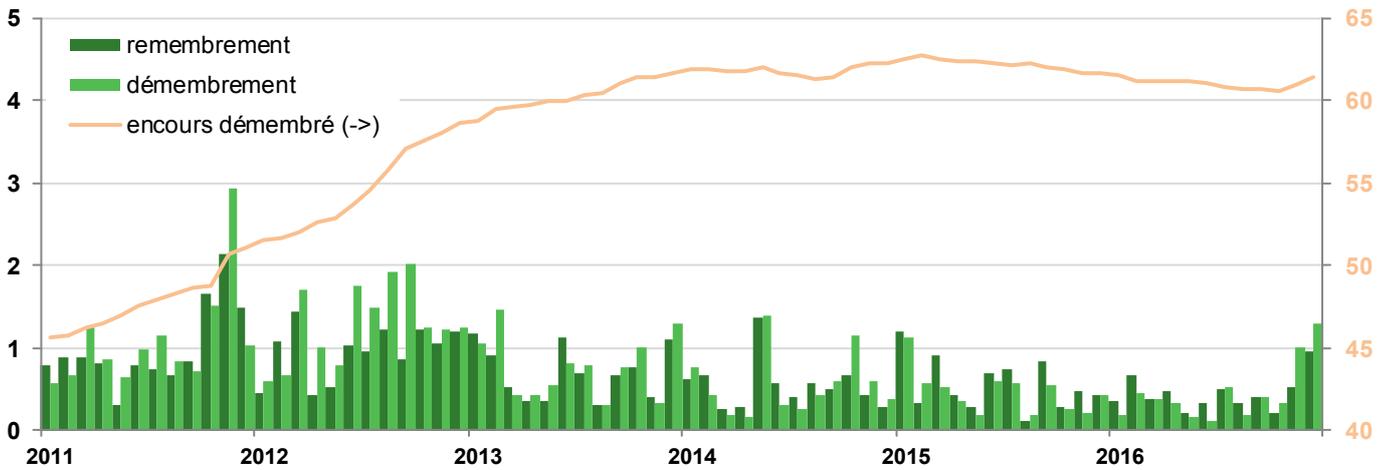
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme.

### Montant des opérations de démembrement et de remembrement

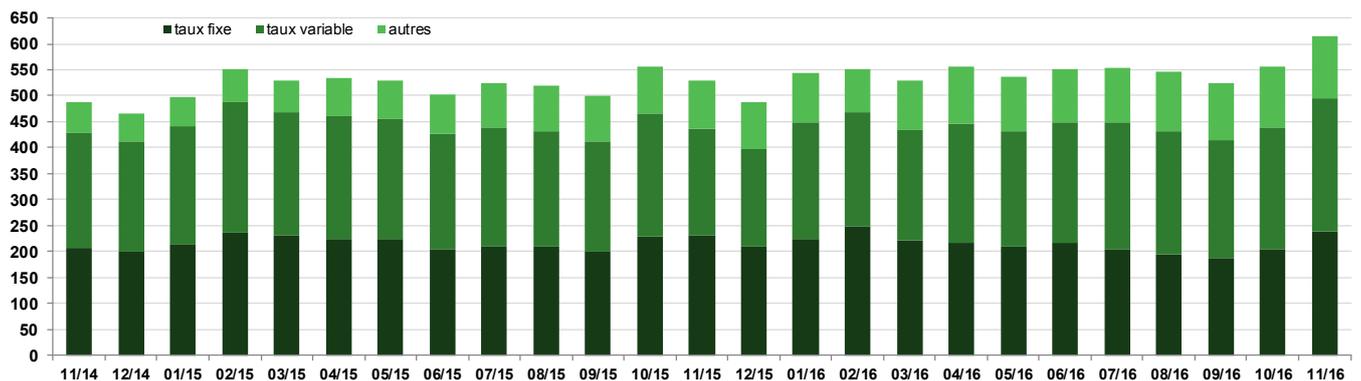
En milliards d'euros



Source : Euroclear

### Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dette à court terme au 31 décembre 2016

	Échéance	Encours (€)
BTF	4 janvier 2017	7 090 000 000
BTF	11 janvier 2017	7 341 000 000
BTF	18 janvier 2017	4 172 000 000
BTF	25 janvier 2017	7 951 000 000
BTF	1 février 2017	6 746 000 000
BTF	8 février 2017	7 322 000 000
BTF	15 février 2017	6 545 000 000
BTF	22 février 2017	7 279 000 000
BTF	1 mars 2017	6 366 000 000
BTF	8 mars 2017	7 387 000 000
BTF	15 mars 2017	6 090 000 000
BTF	29 mars 2017	6 135 000 000
BTF	12 avril 2017	6 122 000 000
BTF	26 avril 2017	5 030 000 000
BTF	11 mai 2017	5 276 000 000
BTF	24 mai 2017	4 972 000 000
BTF	21 juin 2017	4 571 000 000
BTF	19 juillet 2017	3 979 000 000
BTF	17 août 2017	5 088 000 000
BTF	13 septembre 2017	5 871 000 000
BTF	11 octobre 2017	6 152 000 000
BTF	8 novembre 2017	6 440 000 000

Dette à moyen et long terme (échéances 2017–2019) au 31 décembre 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2017</b>	<b>115 024 254 520</b>			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	16 160 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	27 132 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	19 340 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	18 702 254 520 (1)	1,13733	16 444 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	33 690 000 000			0
	<b>Échéance 2018</b>	<b>134 630 848 260</b>			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	17 509 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	31 257 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	22 406 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	11 776 848 260 (1)	1,04618	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	29 417 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			15 000 000
	<b>Échéance 2019</b>	<b>159 478 841 888</b>			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	19 313 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 565 322 000 (1)	1,07030	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 387 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	36 126 995 (2)		6 692 154	–

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2016 ; non offerte à la souscription

Dettes à moyen et long terme (échéances 2020 et plus) au 31 décembre 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2020</b>	<b>147 171 337 400</b>			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 931 337 400	(1) 1,22754	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0
	<b>Échéance 2021</b>	<b>112 146 054 420</b>			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	4 107 757 420	(1) 1,00631	4 082 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	21 852 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	6 943 297 000	(1) 1,01362	6 850 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	<b>Échéance 2022</b>	<b>97 794 961 240</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			437 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	42 703 000 000			0
FR0013219177	OAT 0% 25 mai 2022	4 231 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 565 021 250	(1) 1,09125	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 052 000 000			0
	<b>Échéance 2023</b>	<b>105 414 294 003</b>			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 423 150 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	16 386 098 100	(1) 1,10255	14 862 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	43 185 000 000			449 585 000
	<b>Échéance 2024</b>	<b>77 286 370 380</b>			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	13 916 370 380	(1) 1,02191	13 618 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
	<b>Échéance 2025</b>	<b>91 343 863 278</b>			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	6 861 935 160	(1) 1,00497	6 828 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			3 071 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
	<b>Échéance 2026</b>	<b>78 669 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			139 513 000
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	15 333 000 000			0
	<b>Échéance 2027</b>	<b>49 857 552 710</b>			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	14 828 552 710	(1) 1,07539	13 789 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	<b>Échéance 2028</b>	<b>23 815 557</b>			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	23 815 557	(3)	46 232 603	-
	<b>Échéance 2029</b>	<b>40 069 913 393</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 352 109 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	10 978 032 935	(1) 1,25691	8 734 144 000	0
	<b>Échéance 2030</b>	<b>39 120 477 060</b>			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	8 097 477 060	(1) 1,00878	8 027 000 000	0
	<b>Échéance 2031</b>	<b>26 071 000 000</b>			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	26 071 000 000			110 000 000
	<b>Échéance 2032 et plus</b>	<b>212 569 172 620</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 636 500 000	(1) 1,24375	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	30 284 322 600			11 417 357 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			5 060 767 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	14 411 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 742 211 400
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	12 657 080 460	(1) 1,15211	10 986 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	31 111 000 000			7 142 539 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	22 400 000 000			1 169 600 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	4 574 269 560	(1) 1,00401	4 556 000 000	0
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 437 088 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 942 384 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	4 439 000 000			80 000 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2016 ; non offerte à la souscription

### Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	-0,4%	11/2016
Consommation des ménages*, glissement annuel	0,4%	12/2016
Taux de chômage (BIT)	10,0%	09/2016
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,6%	12/2016
ensemble hors tabac	0,6%	12/2016
Solde commercial, fab-fab, cvs	-4,4 Md€	11/2016
" "	-5,2 Md€	10/2016
Solde des transactions courantes, cvs	-2,3 Md€	11/2016
" "	-3,2 Md€	10/2016
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	1,11%	30/1/2017
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,33%	26/1/2017
Euro / dollar	1,0630	30/1/2017
Euro / yen	121,76	30/1/2017

\* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### Situation mensuelle du budget de l'État

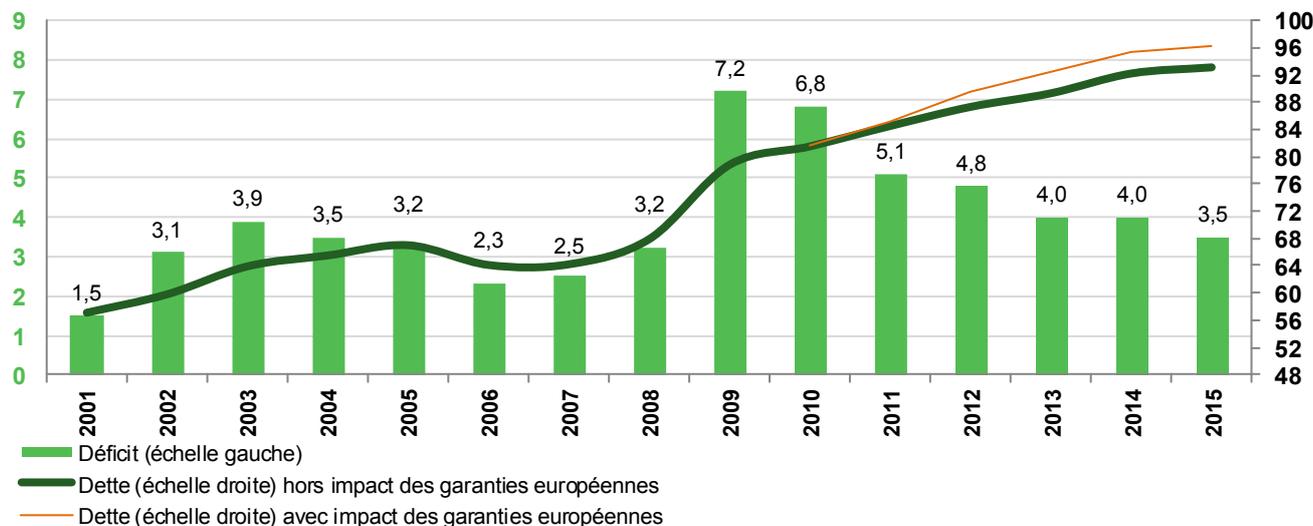
En milliards d'euros

			niveau à la fin novembre		
	2014	2015	2014	2015	2016
Solde du budget général	-85,71	-72,15	-87,06	-78,29	-79,99
Recettes	291,95	299,66	256,30	261,58	265,68
Dépenses	377,66	371,80	343,36	339,87	345,67
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,16	1,62	-3,78	-4,49	-13,33
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-85,56</b>	<b>-70,52</b>	<b>-90,84</b>	<b>-82,77</b>	<b>-93,32</b>

Source : Minefi

### Finances publiques : déficit et dette

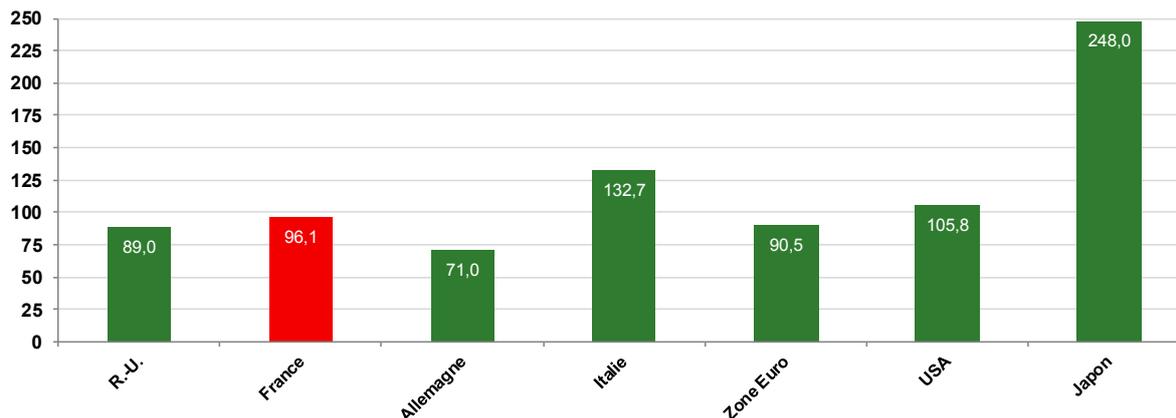
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

### Dette des administrations publiques en 2015

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2016), Insee (2016)

## Calendriers des indicateurs économiques français

Février 2017		Mars 2017	
 7	Balance des paiements en décembre 2016	 8	Commerce extérieur en valeur en janvier
 7	Investissements dans l'industrie : enquête de janvier	 8	Balance des paiements en janvier
 7	Commerce extérieur en valeur en décembre 2016	 9	Emploi salarié : résultats définitifs 2016 T4
 10	Emploi salarié : résultats provisoires 2016 T4	 10	Production industrielle : indice de janvier
 10	Production industrielle : indice de décembre 2016	 15	Prix à la consommation : indice de février
 15	Réserves nettes de change en janvier	 15	Réserves nettes de change en février
 21	Prix à la consommation : indice de janvier	 16	Inflation (IPCH) : indice de février
 23	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de février	 23	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mars
 24	Conjoncture auprès des ménages : enquête de février	 24	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2016 T4
 24	Demandeurs d'emploi en janvier	 24	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2016 T4
 24	Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation 2016 T4	 24	Demandeurs d'emploi en février
 28	Consommation des ménages en biens en janvier	 28	Construction de logements en février
 28	Construction de logements en janvier	 29	Conjoncture auprès des ménages : enquête de mars
 28	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de janvier	 31	Consommation des ménages en biens en février
		 31	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de février

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.